



Eric Golhem, Union Snui-Sud trésor Solidaires ; Jean-Paul Cam, CGT Finances publiques et Erick Guerry, FO DGFIT entourés d'une quinzaine de personnes.

Jeudi matin, une quinzaine d'agents des Finances publiques (trésoreries, centre des impôts) se sont réunis devant la sous-préfecture. Une inter-syndicale appelait à la grève pour dénoncer 31 suppressions de postes annoncées en 2012 dans le Finistère. « Ce qui représente près d'un quart des effectifs du département » rappelle Jean-Paul Cam, CGT Finances publiques. En dix ans, 25 000 postes ont été supprimés et 1 000 trésoreries ont fermé en France. Dans le

département, la fermeture de celle de Saint-Thégonnec est envisagée pour le 1^{er} janvier 2013. »

Selon les manifestants, la création d'un guichet fiscal unique (avec la fusion de la trésorerie et du centre des impôts) et le remplacement de la taxe professionnelle par la Contribution économique territoriale (CET) a considérablement alourdi le travail. L'inter-syndicale demande ainsi qu'« un réel recensement des tâches soit fait ».

TLG 3-2-12

Finances publiques. Une trentaine de grévistes

Une trentaine de personnels de la direction générale des finances publiques était, hier, en grève. Ils ont dénoncé de nombreuses suppressions d'emploi depuis 2002 et des conditions de travail devenues très difficiles.

Une trentaine d'agents ont manifesté, hier, devant la sous-préfecture.



« Nous faisons un petit rassemblement symbolique à Brest, comme à Quimper et à Morlaix », ont informé les représentants des trois syndicats de la branche (Snui, FO et CGT) qui appelaient à la grève. Hier matin, ils étaient une trentaine de salariés en grève, sur les 300 que compte le secteur, devant la sous-préfecture. En 2012, au niveau national, une suppression de 2.441 postes est annoncée, dont 31 dans le Finistère. « Depuis 2002, ce sont 25.000 emplois qui ont disparu. La fermeture de l'antenne de

Saint-Thégonnec est prévue en 2013, comme ce fut le cas il y a deux ans au Faou. D'autres, qu'on ignore, sont sûrement dans les tuyaux. Les conditions de travail se dégradent », assurent encore Jean-Paul Cam, Éric Golhem et Éric Guerry. Ils déplorent aussi les conséquences, sur cette qualité de travail, d'une fusion entre le centre des impôts et le Trésor public commencée en juin 2007 et effective depuis le 1^{er} janvier 2011.

« Par rapport à la fraude, nos collègues contrôleurs n'ont plus le

temps d'exercer un contrôle de qualité. Ce sont des recettes en moins à rentrer. Concernant les hypothèques, ça bloque le fichier immobilier. À Brest, il y a actuellement deux mois de retard. Lorsqu'il y a un arrêt maladie, pour y pallier, il arrive que l'on déplace les collègues d'un service à l'autre sans formation ».

« C'est encore plus de pression »

« C'est encore plus de pression pour atteindre des objectifs toujours plus hauts ». « Des aban-

dons progressifs de missions, des difficultés à avoir le sentiment de bien faire son travail, tout étant fait dans l'urgence. Les outils mis en place au niveau national pour améliorer les conditions de vie au travail ne sont pas à la hauteur pour faire face aux problèmes et au mal-vivre des agents ». À cela, les salariés en grève ajoutent le sentiment de travailler « pour des prunes » avec un pouvoir d'achat qui s'étirole régulièrement depuis des années.

Karine Joncqueur